

Lundi 1^{er} juin 2009

l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

pour la construction d'un parti des  *travailleurs communiste révolutionnaire*

Le 7 juin, votons pour l'Europe des travailleurs, mais surtout, préparons-nous à la riposte d'ensemble

Enfin, après deux mois et demi de lutte, les travailleurs de chez Continental de Clairoux ont obtenu une prime de départ « extra-légale » de 50 000 euros net (alors que le patron licencié n'en proposait au départ que 17 000), sans compter le maintien d'au moins 75 % du salaire jusqu'en 2014. Bref, leur coup de colère et leur détermination, à eux seuls (1120 salariés), leur a permis d'arracher cette première victoire. Une victoire quand même relative : quand un patron se fait licencié, comme le PDG de la Société générale Daniel Bouton, il obtient, lui, une retraite de 730 000 euros par an (soit 2000 euros par jour) jusqu'à sa mort ! Et les Conti vont quand même perdre leur emploi (sans retraite dorée !). C'est pour cela qu'ils ne comptent visiblement pas en rester là. Dès ce mardi 2 juin ils vont manifester avec leurs camarades de Goodyear d'Amiens, dont le patron vient d'annoncer le licenciement de 820 personnes sur 1400 salariés.

Car ces temps-ci, où chaque semaine on nous annonce de nouveaux plans de licenciements, nous sommes tous des Conti, des Goodyear, des Caterpillar... en sursis. Et au-delà des primes de départ et autres concessions que chacun pourra difficilement arracher dans son coin, il est évident qu'il nous faudra riposter tous ensemble pour avoir la force de changer les règles du jeu et les interdire, ces licenciements !

Il n'a pas manqué de luttes ces derniers mois. Mais il a manqué une volonté politique d'agir tous ensemble, pour une grève générale. Sans cette riposte d'ensemble, dans ce contexte de crise que tous comparent à celle des années 1930, les dirigeants du monde capitaliste s'échinent à ravalier les travailleurs de la planète à des conditions de vie d'un quart monde. A commencer par ceux d'Europe.

Pour obtenir nos suffrages dimanche prochain, autant l'UMP de Sarkozy que le Parti socialiste de Aubry, ou le Modem de Bayrou, nous chantent que nous ne devrions pas avoir « peur de l'Europe ». Mais il y a leur Europe et la nôtre. Leur Europe est

celle des actionnaires des grands trusts et leurs multiples sous-traitants. Licenciements partout ! Pressions sur les salaires et les retraites partout, même dans les pays où les salaires sont dix fois moindres qu'en France ou en Allemagne. Les brigands s'appellent Continental, Renault, PSA, Fiat, Volkswagen ou Opel... et les gouvernements, de gauche comme de droite, sont leurs larbins.

Notre Europe est tout autre, c'est celle de 300 millions de travailleurs en activité ou condamnés au chômage (sur une population totale de 490 millions), qui représentent une force potentielle irrésistible pour les luttes à venir, quand la mobilisation blackboulera enfin les critères de rentabilité capitaliste et permettra :

- de lever le secret bancaire par le contrôle des salariés sur les comptes et mouvements financiers des trusts et des banques,
- d'imposer des embauches massives en utilisant les milliers de milliards versés aux patrons par les Etats, aujourd'hui destinés à la minorité des profiteurs, à des investissements socialement utiles,
- d'aligner par le haut les conditions de salaires et de travail de tous les pays d'Europe, augmentation de 300 € mensuels, pas de salaire ni retraite à moins de 1500 euros pour tous,
- de contrôler la destination des investissements pour empêcher les mafias industrielles de polluer et saccager l'environnement tout en ruinant les populations locales, en Europe comme ailleurs.

Dans ces élections européennes du 7 juin prochain, les seuls votes qui peuvent être utiles aux travailleurs sont ceux qui se porteront sur les candidatures d'extrême gauche, soutenues par Olivier Besancenot ou Arlette Laguiller, parce qu'ils exprimeront la confiance dans nos propres luttes, seul moyen d'imposer et faire aboutir un plan de sauvegarde vital, et la volonté de les faire converger dans un mouvement d'ensemble.

Jalons enfants de l'ingénierie

La directrice de l'IV l'a confirmé : les jalons des projets ont été respectés à 100 % et les prochains le seront aussi. Dans ses précédents discours, la direction annonçait que les jalons seraient décalés afin de revoir la charge de travail en fonction du chômage partiel et des départs.

Plus ça va, moins le chômage partiel est justifié.

Y-a-t-il une reine dans la Ruche ?

Après avoir viré les prestataires, la DDIV manque de bras. Alors elle lance des appels d'offre pour de la prestation en schéma 4. Et pas qu'un peu. L'objectif serait d'atteindre 10 à 20 % des effectifs de l'IV en prestation.

Ça ressemble à un retour en arrière à ce qui était prévu pour janvier 2008. Mais pas sûr que tous les anciens collègues prestataires soient disponibles et aient envie de retravailler Renault après ce qu'ils ont subi.

Guantanamo-centre

La direction de la DICAP voudrait muter plusieurs concepteurs vers la DIAM, une direction qui est en déficit suite au départ des prestataires.

Et elle n'y va pas de main morte : entretiens musclés, menaces de blocage de carrière ou de mise au placard...

C'est ce que la direction du Technocentre entend par « nouvelle gestion du processus de mobilité » ?

PRV : Plan de Renvoi des Vieux

959. C'est le chiffre final du Plan Renault Volontariat (PRV) pour Guyancourt, soit un peu moins que l'objectif de la direction de 1000 départs.

Sur ces 959 salariés, seulement 18 % sont partis car ils avaient un autre travail. Pour les autres, plus d'un quart sont partis en retraite, et plus de la moitié en congé reclassement. Dans ce cas, ce sont essentiellement des salariés âgés qui devront pointer au chômage en attendant la retraite.

Ce PRV est donc tout bénéfice pour la direction qui économise le coût d'un vrai plan de départ pour les salariés âgés.

Gare aux excès de zèle

A peine nommé à son nouveau poste, le chef de l'APS s'est empressé de faire faire des contrôles-radar sur la rocade la semaine dernière. Il a raté sa vocation.

Mais à quand les radars à heures supplémentaires, à surcharge de travail ou à promotions bloquées pendant des années ?

Le 13, ça porte malheur

C'est un des dégâts collatéraux du « contrat social de crise » : la suppression du 13 juillet comme RTT collectif. En effet, cet accord prévoyait que 2 jours de RTT collectifs passeraient en RTT individuel et qu'un autre jour de RTT collectif serait « donné » au nom de la soi-disant journée de solidarité.

Comme quoi, il faut bien lire les accords avant de les signer.

Quand Renault fait son cinéma

« Les mesures prises par Renault pour traverser la crise sont les bonnes, il faut avoir confiance en la direction, chacun doit désormais se concentrer sur sa tâche et contribuer au free cash flow positif... » C'est le message diffusé sur l'intranet depuis le 20 mai dans une nouvelle vidéo-propagande par 4 membres du CEG, dont Pelata.

Pourtant pour réduire drastiquement ses stocks, Renault a mis les usines en chômage technique et maintenant que les commandes redécollent, ces mêmes sites connaissent l'augmentation des cadences et les samedis travaillés. Pourtant après avoir externalisé à tout va, Renault réintègre la maintenance et le nettoyage à Batilly pour faire des économies. Pourtant... De quoi faire tout un film !

Solidarité européenne

Malgré ses annonces sur le « zéro licenciement », Renault vient de faire des plans sociaux dans des filiales en Italie, aux Pays Bas et en Angleterre. Résultat : 420 licenciements ces derniers mois.

Alors qu'au nom de la « solidarité » avec les travailleurs de la production, la direction nous impose du chômage partiel, il est grand temps que nous imposions notre solidarité : zéro licenciement en France comme dans le reste de l'Europe !

Plan de carrière : chômage ou voyage

Les propositions extravagantes de reclassement d'anciens prestataires du TCR au Brésil ou en Inde ont eu leur équivalent dans le groupe Renault : 39 ingénieurs turcs ont dû partir travailler en Roumanie au RTR.

Du volontariat ? C'était ça ou un plan social.

Exception culturelle roumaine

En France, Renault a réussi à bloquer les salaires. Mais en Roumanie, Renault a préféré donner une augmentation uniforme à chaque salarié de Dacia, le tout correspondant à 6,9 % de la masse salariale.

C'était plus prudent que de risquer une nouvelle grève comme en 2008.